

<https://www.aefinfo.fr/depeche/705760>

Erwin Canard

8 min read

Amélie Oudéa-Castéra provoque un tollé après ses propos justifiant la scolarisation de ses enfants dans le privé

"Nous avons vu un paquet d'heures qui n'étaient pas sérieusement remplacées", a expliqué, le 12 janvier 2024, la ministre de l'Éducation nationale, Amélie Oudéa-Castéra, pour justifier d'avoir scolarisé ses enfants dans le privé. La FSU juge "ces propos d'une très grande violence pour les personnels", l'Unsa les qualifie de "méprisants". Les syndicats considèrent que les difficultés de remplacement s'expliquent "par les suppressions de postes" décidées par le gouvernement. La ministre a dit depuis "regretter" d'avoir pu "blesser certains enseignants". Des élus de gauche demandent sa démission.



Amélie Oudéa-Castéra, ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse, des Sports et des JOP, au conseil des ministres du 12 janvier 2024 JBVNews

Quelques heures seulement après la passation de pouvoirs avec Gabriel Attal, vendredi 12 janvier 2024 ([lire sur AEF info](#)), la nouvelle ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse, des Sports et des JOP a déclenché une polémique qui s'est poursuivie tout le week-end et lors des matinales radio de ce 15 janvier.

Interrogée sur le fait de scolariser ses trois enfants dans l'enseignement privé, Amélie Oudéa-Castéra a justifié ainsi, lors d'un déplacement dans un collège des Yvelines : "La frustration de ses parents, mon mari et moi, qui avons vu un paquet d'heures qui n'étaient pas sérieusement remplacées. À un moment on en a eu marre comme des parents de milliers de familles qui ont fait un choix d'aller chercher une solution différente".

Quant au choix de scolariser ses enfants au collège-lycée privé Stanislas de Paris, dont [Mediapart](#) et [Le Monde](#) ont révélé un "univers sexiste, homophobe et autoritaire", la ministre explique : "On habitait rue Stanislas, scolariser nos enfants à Stanislas était un choix de proximité. Et depuis de manière continue nous nous assurons que nos enfants sont non seulement bien formés avec de l'exigence dans la maîtrise des savoirs fondamentaux, qu'ils sont heureux, épanouis, des amis qui sont bien, qui sont en sécurité et en confiance".

"des propos d'une très grande violence" (FSU)

Ces propos ont très rapidement provoqué un tollé, en particulier chez les syndicats de personnels de l'Éducation nationale et les personnalités politiques. Dans un communiqué, le FSU juge "ces propos d'une très grande violence pour les personnels qui s'épuisent, par conscience professionnelle, à faire vivre l'École publique au quotidien, malgré des moyens très insuffisants. Les personnels ne sont pas responsables des heures d'enseignement non remplacées, mais les ministres de l'Éducation nationale, oui !" L'organisation estime que "ce sont les choix budgétaires engagés de longue date et renforcés depuis 2017 par le président Macron qui ont mis à mal le système et dégradé les conditions d'enseignement et d'apprentissage des élèves. Pour assurer les remplacements des enseignants, il faut des moyens en personnels. Ce n'est pas en supprimant des milliers de postes d'enseignants ni en bricolant un 'pacte' que le ministère parviendra à mettre en place un dispositif de remplacement efficace".

Également dans un communiqué, l'Unsa-Éducation qualifie les propos de la ministre de "méprisants pour l'École publique et laïque". Et d'expliquer : "La question du remplacement est un sujet essentiel et c'est bien souvent l'institution elle-même qui ne sait pas y faire face, voire qui y contribue, dans son organisation. Les enseignants ne sont pas absentéistes et au contraire, c'est la catégorie de personnels qui a le nombre de plus bas de jours de congé maladie par an et par agent". En effet, selon la Cour des comptes, les enseignants sont moins absents que les autres fonctionnaires et que les salariés du privé.

Pour l'Unsa, les difficultés de remplacement s'expliquent "par les suppressions de postes, conjuguées à un manque d'attractivité dans plusieurs disciplines ou dans certains territoires".

"Elle est aux commandes, c'est donc à elle de changer la situation" (PEEP)

La secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, dénonce aussi sur *RTL* des propos "catastrophiques, d'une grande violence en direction des enseignants, qui se sentent stigmatisés, comme s'ils étaient absents tout le temps". "C'est quand même se moquer du monde de reprocher ça à l'Éducation nationale alors que c'est leur politique qui organise l'austérité", poursuit-elle.

Sur *Franceinfo*, Laurent Zameczkowski, de la Peep, estime que "maintenant qu'elle a dit ça, [Amélie Oudéa-Castéra] a plutôt intérêt à trouver une solution", puisque, aujourd'hui, "elle n'est plus simplement un parent d'élèves inquiet pour ses enfants. Elle est aux commandes, c'est donc à elle de changer la situation, d'inverser cette tendance et de permettre même que les enfants scolarisés dans le privé reviennent dans le public".

La FSU s'alarme également du choix de Stanislas : "Le silence de la ministre sur les problèmes mis en évidence au lycée Stanislas (vision sexiste, homophobe et réactionnaire de l'enseignement, l'IVG y étant par exemple assimilé à un 'meurtre') est inquiétant : est-elle vraiment convaincue que l'enseignement est un moyen d'émancipation ? La FSU sera particulièrement attentive aux suites données par la ministre au rapport de l'Inspection générale sur le fonctionnement de cet établissement qui est désormais sur son bureau".

Amélie Oudéa-Castéra "regrette" d'avoir pu "blesser"

La ministre de l'Éducation nationale a assuré à l'*AFP*, le 13 janvier, "regretter" d'avoir pu "blesser certains enseignants" du public. Pour la FSU, "c'est très insuffisant". La FSU exige "des excuses publiques envers tous les personnels tant la colère est vive dans la communauté éducative. Mais la FSU exige surtout des actes pour répondre à toutes les préoccupations de la profession : salaires insuffisants, conditions de travail dégradées, inclusion des élèves en situation de handicap sans moyens, attractivité du métier. Le chantier de la mixité sociale mis à l'arrêt sur ordre du président de la République devra être relancé".

Plusieurs personnalités politiques de gauche ont demandé la démission d'Amélie Oudéa-Castéra. Ainsi du député *L.F.I.* Bastien Lachaud qui juge qu'Amélie Oudéa-Castéra "a menti", notamment car l'enseignante d'un des fils de la ministre, lorsqu'il était à l'une école publique, affirme à *Libération* "n'avoir jamais été absente". La ministre a, selon l'élu, "insulté les enseignants et leur travail, insulté les familles et leurs difficultés, instrumentalisé les problèmes de l'école publique, dont ses amis politiques sont responsables, pour cacher un séparatisme scolaire choisi". De même, Ian Brossat, sénateur *P.C.F.* de Paris, s'appuyant sur le témoignage sur *RMC* d'un parent d'élève de l'école publique où était scolarisé le fils de la ministre assurant qu'en huit ans, "il n'y a jamais eu d'absences non remplacées, considère que "la ministre Oudéa-Castéra a menti. Cette affaire de postes non remplacés à l'école Littré était pure invention. Seule voie possible : la démission".

L'entourage de la ministre indique à *franceinfo* le 15 janvier "que son fils a été scolarisé pendant six mois à l'école Littré, avant de le transférer dans le privé". *Franceinfo* écrit que, "malgré les déclarations de l'institutrice, la ministre maintient sa version, trop d'absences d'enseignants non remplacées, pour justifier le changement d'école". Sur *France Inter*, le 15 janvier, la porte-parole du gouvernement, Prisca Thévenot, répond : "Je ne sais pas si elle a menti. Je dis simplement qu'elle a effectivement expliqué pourquoi son fils aîné a été scolarisé dans le privé". Et d'ajouter : "Depuis samedi on parle beaucoup des enfants et de la vie privée du ministre. Nous sommes là pour parler de la vie des Français en général. Nous sommes là pour répondre à des questions, je veux bien parler du nombre d'heures non remplacées. Oui nous sommes confrontés à ces heures non remplacées. Ce n'est pas pointer du doigt les enseignants. Au contraire, c'est grâce à eux que l'école publique tient. Nous devons continuer à les soutenir".

Rencontres avec les syndicats

Amélie Oudéa-Castera va rencontrer, ce début de semaine en réunions bilatérales, l'ensemble des organisations syndicales représentatives. Le chantier de l'attractivité du métier enseignant, engagé par Gabriel Attal, devrait être évoqué ([lire sur AEF info](#)). Le nouveau Premier ministre a d'ailleurs indiqué, le 12 janvier, que des mesures devraient être annoncées par la ministre à ce sujet d'ici un mois. La réforme de la formation initiale est notamment attendue.

Generated with Reader Mode